

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

PROCEDURE AVEC NEGOCIATION



MARCHE DE CONCEPTION-REALISATION

20250017001000

**CONSTRUCTION DE QUATRE BLOCS OPERATOIRES
AMBULATOIRES MODULAIRES POUR LE CENTRE
HOSPITALIER DE VALENCIENNES**

PHASE CANDIDATURE

Date et heure limites de réception des candidatures :

31/03/2025 à 12:00

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES

Pôle Services – Cellule des marchés publics

Avenue Désandrouin – B.P. 479

59322 VALENCIENNES Cedex

SOMMAIRE

<u>1 - Objet et étendue de la consultation</u>	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	4
1.7 - Confidentialité	4
1.8 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	4
<u>2 - Conditions de la consultation</u>	4
2.1 - Déroulement de la consultation	4
2.2 - Délai de validité des candidatures	4
2.3 - Forme juridique du groupement	4
2.4 - Tranches.....	5
2.5 - Phases	5
2.6 - Variantes.....	5
2.7 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	5
2.8 - Enveloppe financière	5
2.9 - Calendrier prévisionnel.....	5
2.10 - Eléments de mission	6
2.11 - Nombre de candidats admis à remettre une offre	6
2.12 - Audition des candidats	6
2.13 - Négociation.....	7
<u>3 - Modalités de la phase « candidature »</u>	7
3.1 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE).....	7
3.2 - Compétences demandées	8
3.3 - Documents à produire	8
3.4 - Visite sur site.....	11
<u>4 - Conditions d'envoi ou de remise des plis</u>	11
4.1 - Transmission électronique.....	11
4.2 - Transmission sous support papier	12
<u>5 - Examen des candidatures</u>	12
5.1 - Capacité économique et financière éliminatoire	12
5.2 - Capacité professionnelle éliminatoire	13
5.3 - Critères de jugement des candidatures.....	13
5.4 - Sélection des candidats	13
<u>6 - Phase « offre »</u>	14
6.1 - Date limite de réception des offres	14
6.2 - Critères de jugement des offres	14
6.3 - Suite à donner à la consultation	14
<u>7 - Récompenses</u>	15
<u>8 - Renseignements complémentaires</u>	15
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	15
8.2 - Procédures de recours	15

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

20250017001000

CONSTRUCTION DE QUATRE BLOCS OPERATOIRES AMBULATOIRES MODULAIRES POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES

Le plateau opératoire du Centre hospitalier de Valenciennes a un besoin de 4 salles de blocs supplémentaires. Durant cette phase de travaux, toute l'activité hospitalière est maintenue en exploitation et ce, à proximité de la nouvelle construction modulaire sur le parking P2 « médecins ».

Aussi, le Centre hospitalier de Valenciennes lance une consultation en vue de l'attribution à un groupement d'entreprises d'un marché de conception-réalisation en vue de la fourniture, l'installation, l'aménagement et la mise en service en location avec option d'achat pour une durée de 72 mois, reconductible deux fois (par période de 12 mois), de quatre blocs opératoires ambulatoires modulaires sur le parking de P2 médecin du Centre hospitalier de Valenciennes. Cette initiative vise à répondre aux besoins croissants de chirurgie ambulatoire, tout en garantissant une infrastructure conforme aux normes hospitalières en vigueur.

Ces quatre salles seront indépendantes du fonctionnement du bloc central.

La surface de projet disponible est de 1 350 m² pour 4 blocs de 40 m² chacun, ainsi que les locaux techniques associés.

Lieu d'exécution :

Centre hospitalier de Valenciennes
Avenue Désandrouin
59322 VALENCIENNES Cedex

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages suivante : Etablissement recevant du public (ERP).

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure avec négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché de conception-réalisation, qui est passé en application de l'article L. 2171-2 du code de la commande publique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

En effet, le présent marché de conception-réalisation est un marché global passé par dérogation au principe d'allotissement, conformément aux dispositions de l'article L. 2171-1 du code de la commande publique.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45210000	Travaux de construction de bâtiments – Objet principal
71250000	Services d'architecture, d'ingénierie et de métrage

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de travaux similaires.

1.7 - Confidentialité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité prévue pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité.

1.8 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Le projet consiste en une location d'un bâtiment modulaire de type bloc opératoire avec option d'achat, établie par un organisme financeur, sur une durée comprenant 72 mensualités et reconductible deux fois (par période de 12 mois).

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Déroulement de la consultation

La procédure est décomposée en deux phases distinctes :

- Une phase « candidature » au terme de laquelle les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés ;
- Une phase « offre » au terme de laquelle l'attributaire sera choisi.

2.2 - Délai de validité des candidatures

Le délai de validité des candidatures est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des candidatures.

2.3 - Forme juridique du groupement

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Cependant, le marché sera conclu avec une équipe pluridisciplinaire regroupant toutes les compétences requises pour sa bonne exécution, comprenant au minimum :

- Une entreprise générale ou des entrepreneurs groupés qualifiés et assurés pour réaliser des travaux tous corps d'état. L'entreprise générale pourra répondre en co-traitance avec une société spécialisée en blocs modulaires et/ou en aménagement de blocs opératoires ;

- Une maîtrise d'œuvre comprenant une composante architecte en France et d'une composante bureau études techniques ou spécialisées eu égard aux thématiques de cette opération ;
- Un organisme financeur.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur interdit aux opérateurs économiques de présenter leurs candidatures en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

La composition des équipes ne pourra pas être modifiée entre la remise des candidatures et la remise des offres, conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique.

2.4 - Tranches

Sans objet.

2.5 - Phases

Le principe du phasage général sera remis avec le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) lors de la phase « offre ».

2.6 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.7 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) n'est prévue.

2.8 - Enveloppe financière

Le montant du marché (toutes opérations confondues) est estimé à :

5 000 000 € HT	Valeur février 2025
-----------------------	----------------------------

2.9 - Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel pourra être redéfini en phase d'offre.

PHASE « CANDIDATURE »	
Publication de l'avis de publicité	28/02/2025
Réception de candidatures	31/03/2025 à 12:00
Commission de sélection des candidats	Entre le 01/04/2025 et le 02/04/2025
PHASE « OFFRE »	
Envoi du dossier de consultation	02/04/2025
Visite sur site	Entre le 21/04/2025 et le 22/04/2025
Remise des offres	05/05/2025 à 12 :00
Phase de questions + négociation (audition éventuelle)	Entre le 06/05/2025 et le 16/05/2025
Dernière offre des candidats	23/05/2025
Mise à la signature + Notification du marché	12/06/2025
Dépôt du permis de construire	04/07/2025
Mise en service (inclus qualifications et commission de sécurité)	19/12/2025

2.10 - Eléments de mission

Le groupement d'entreprises sélectionné sera chargé des phases de conception et réalisation décomposées comme suit :

1) Phase 1 : CONCEPTION

- Prestation n°1 : Etablissement de l'avant-projet détaillé (APS) ;
- Prestation n°2 : Compléments aux études d'avant-projet remises dans l'offre, établissement de l'avant-projet définitif (APD) et du projet ;
- Prestation n°3 : Dossier de demande de permis de construire et autres autorisations administratives ;
- Prestation n°4 : Etudes de projet (PRO) ;
- Prestation n°5 : Remise du cahier prévisionnel remise documentaire (CPRD) ;
- Prestation n°6 : Remise du planning général et du planning études.

2) Phase 2 : REALISATION

- Prestation n°7 : Études d'exécution et de synthèse (réalisées en phase conception) ;
- Prestation n°8 : Travaux de préparation et de réalisation de l'ouvrage (compris fondations) ;
- Prestation n°9 : Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier ;
- Prestation n°10 : Direction de l'exécution des travaux ;
- Prestation n°11 : Réception des travaux et mise en service des blocs modulaires ;
- Prestation n°12 : Remise des DOE ;
- Prestation n°13 : Suivi du parfait achèvement.

Les attendus des prestations sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.11 - Nombre de candidats admis à remettre une offre

Selon la suffisance des candidatures reçues et jugées recevables au regard des critères définis dans la suite du présent règlement de la consultation, le nombre de candidats admis à soumissionner pour la phase « offre » sera de 3 candidats au maximum (1, 2 ou 3 candidats jugés recevables par le pouvoir adjudicateur). Ce dernier se réserve la possibilité de continuer la procédure si le nombre de 3 candidats n'est pas atteint.

2.12 - Audition des candidats

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser une audition des candidats admis à remettre une offre, dans des conditions strictes d'égalité.

Le cas échéant, les candidats recevront une convocation envoyée par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Elle indiquera toutes les modalités de l'audition.

Le groupement se présentera à l'audition avec un maximum de 6 personnes dont obligatoirement le mandataire, un architecte et le représentant de la compétence technique.

La présentation se fera comme suit :

- Présentation de l'équipe de conception et de réalisation avec un support numérique (10 minutes) ;
- Présentation de l'offre du candidat (40 minutes) avec un support numérique, comprenant les éléments suivants :
 - Présentation de l'offre fonctionnelle / organisationnelle ;
 - Présentation de l'offre architecturale ;
 - Présentation de l'offre technique ;
 - Présentation de la notice financière.
- Echanges et planning (40 minutes).

Les candidats seront auditionnés sur la base des documents figurant dans leurs offres initiales exclusivement.

Les documents et supports numériques seront remis au pouvoir adjudicateur à l'issue de l'audition.

2.13 - Négociation

Au stade de la phase « offre », conformément aux articles R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique, les offres inappropriées seront éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables pourront devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Cependant, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'éliminer avant négociation, les offres irrégulières ou inacceptables.

Le pouvoir adjudicateur pourra engager une phase de négociation avec les trois candidats ayant remis une offre et étant les mieux placés conformément aux critères définis par le présent règlement de consultation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation conformément à l'article R. 2161-17 du code de la commande publique.

3 - Modalités de la phase « candidature »

3.1 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- La note descriptive générale du projet et ses annexes ;
- Le cadre de présentation des capacités techniques et financières ;
- Le cadre de présentation des références des membres du groupement.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est disponible gratuitement sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Aucune demande d'envoi du dossier de consultation des entreprises (DCE) sur support physique ou électronique n'est autorisée.

Les candidats sont invités à s'authentifier sur le site susmentionné, notamment en indiquant une adresse électronique (mail) permettant de façon certaine une correspondance électronique, pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises (DCE) au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des candidatures. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation des entreprises (DCE) modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier de consultation des entreprises (DCE) par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.2 - Compétences demandées

Le candidat doit justifier des compétences suivantes :

- **La compétence financière :**
 - Organisme financeur proposant une prestation de location longue durée avec option d'achat.
- **La compétence architecturale :**
 - Justifiée au moins par un architecte DPLG ou équivalent reconnu en application de la Directive Européenne 85.384 CE du 10 juin 1985.
- **Les compétences techniques de conception et de suivi d'exécution :**
 - Ingénierie d'ouvrage de bâtiment courant couvrant les domaines des gros œuvre et second œuvre ;
 - Ingénierie d'ouvrage de bâtiment couvrant les domaines des chauffage ventilation climatisation (CVC), électricité (courants forts et faibles) plomberie, voirie et réseaux divers, fluides médicaux ;
 - Economie de la construction, couvrant l'ensemble de la conception économique et financière ainsi que la maîtrise complète des coûts d'une opération de bâtiment et de la notion de coût global de l'opération ;
 - Compétence SSI (système sécurité incendie).
- **La compétence constructeur :**
 - Entreprise générale ou entrepreneurs groupés en capacité de réaliser des constructions neuves modulaires et en aménagement de blocs opératoires hospitaliers.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'absence de l'une des compétences demandées ci-dessus pourra entraîner le rejet de la candidature.

Par ailleurs, l'architecte doit être indépendant de l'entreprise générale.

Enfin, l'article 37 du décret du n°80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels des architectes interdit la sous-traitance du projet architectural.

3.3 - Documents à produire

Les candidatures doivent être entièrement rédigées en langue française.

Si les candidatures sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans la candidature.

Pour la phase « candidature », chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du code de la commande publique.

La volonté du pouvoir adjudicateur de constituer un cadre-type de dossier de candidature imposé aux candidats se justifie par le souci de constituer un référentiel objectif d'analyse et de sélection des candidatures. L'efficacité de la méthode dépendant du respect de la présentation type, le pouvoir adjudicateur précise que les candidatures non conformes seront rejetées.

La candidature doit obligatoirement être présentée sous la forme de trois dossiers et constitués des éléments présentés dans l'ordre suivant :

Dossier n°1/3
Relatif aux renseignements d'ordre juridique et financier

Le dossier de candidature comprendra exclusivement les pièces suivantes, à présenter dans l'ordre indiqué :

1. Lettre de candidature (DC1), habilitation du mandataire par ses co-traitants.
2. Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2). Ce formulaire doit être complété par le candidat individuel. En cas de groupement, chacun des membres doit remplir ce formulaire.

Lien vers ces deux formulaires : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- A. La copie du bilan pour les trois derniers exercices comptables ;
- B. La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- C. Les attestations d'assurances en responsabilités civile et décennale en cours de validité ;
- D. Les documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles R. 2143-3 à 16 du décret n°1018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique ;
- E. Les renseignements permettant d'évaluer les capacités économiques et financières du candidat et notamment la déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles ;

Les pièces doivent être fournies dans l'ordre des dossiers/sous-dossiers comme ci-dessus mentionné.

L'invitation à soumissionner à la phase « offre » ne peut être envoyée que si le candidat a fourni tous les éléments requis en phase « candidature », suite aux vérifications effectuées suivant les articles R. 2144-1 à 7 du code de la commande publique ou en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, dans un délai imparti à compter de la demande.

Seront exclus :

- Les candidats frappés d'une interdiction de soumissionner au sens des articles L. 2141-1 à 6 du code de la commande publique ;
- Les candidats en redressement judiciaire avec une période de poursuite d'activité plus courte que la durée d'exécution du marché ;
- Les candidats se trouvant en procédure de sauvegarde.

Le pouvoir adjudicateur pourra également faire application des articles L. 2141-7 à 11 du code de la commande publique (exclusions à l'appréciation du pouvoir adjudicateur).

Pour la liste de compétences attendues, en cas de sous-traitance, doit être remis en plus :

- Un acte spécial de sous-traitance (incluant les attestations sur l'honneur du sous-traitant pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Dossier n°2/3
**Relatif aux moyens humains et matériels, à la qualité et l'exhaustivité des compétences
et à la pertinence de la composition du candidat**

Les éléments suivants sont attendus :

- Liste des moyens humains de chaque membre du groupement (effectifs par service) ;
- Liste des moyens matériels de chaque membre du groupement ;
- Compétence architecturale justifiée au moins par un architecte DPLG ou équivalent reconnu en application de la Directive Européenne 85.384 CE du 10 juin 1985 ;
- Compétences internes du BE en électricité CFO CFA SSI relatives à un bloc opératoire (CV avec principales opérations réalisées) ;
- Compétences de la composante entreprise sur la mise en place et l'aménagement d'un bloc opératoire (CV avec principales opérations réalisées) ;
- Compétences internes du BE en CVC relatives à un bloc opératoire (CV avec principales opérations réalisées) ;
- Compétences internes du BE en structure relatives à un bloc opératoire (CV avec principales opérations réalisées) ;
- Compétences internes du BE fluides médicaux : air, oxygène, vide... (CV avec principales opérations réalisées) ;
- Compétence de l'organisme financeur proposant une prestation de location longue durée avec option d'achat (CV avec principales opérations réalisées) ;
- Compétence en constructions neuves de blocs modulaires ;
- Présentation de l'organigramme fonctionnel du groupement. Celui-ci doit exposer les fonctions et services clefs de chaque composante du groupement.

** Les CV serviront uniquement à juger les moyens disponibles de l'entreprise (= capacité) et non les moyens dédiés à l'exécution du chantier.*

Dossier n°3/3
Relatif aux capacités techniques du candidat sur la base de ses références de conception et/ou réalisation

Pour l'égalité de traitement des candidats dans l'analyse des candidatures, un modèle est fourni pour la présentation des références proposées par le groupement.

Ce cadre de réponse participant à la sélection des candidats, il est demandé de compléter l'intégralité des informations demandées. Tout oubli ou omission sera en la défaveur de la notation du candidat.

Si le candidat présente plus de références par domaine de compétence, seules les premières seront prises en compte.

Le candidat propose une sélection de références, maximum 3 par composante du groupement (Architecte - Entreprise - BE) les plus représentatives de sa production, en conception et/ou en réalisation, que le candidat classe par ordre de préférence en fonction de l'adéquation avec l'opération, appréciée au regard des caractéristiques suivantes :

- Gestion d'un projet hospitalier (3 principales références de projets inférieurs à 10 ans) ;
- Gestion d'un projet hospitalier réalisé en modulaire (3 principales références de projets inférieurs à 10 ans) ;
- Gestion d'un projet de plateau technique hospitalier type bloc opératoire, réalisé en modulaire (3 principales références de projets inférieurs à 10 ans).

Par référence : Deux illustrations caractéristiques et emblématiques du projet inférieur à 10 ans.

Avec les informations suivantes à compléter dans le tableau :

- Intitulé de l'opération, pouvoir adjudicateur, localisation de l'opération ;
- Constitution du groupement ;
- Année de réalisation ou stade d'avancement, durée des travaux ;
- Description succincte de l'usage principal de l'opération ;

- Surfaces de plancher concernées par l'opération ;
- Montants des travaux H.T. ;
- Types de missions réalisées.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour la phase « offre », le contenu détaillé des offres sera précisé dans le règlement de consultation de la phase correspondante, qui sera remis aux candidats admis à remettre une offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle doit également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

3.4 - Visite sur site

Aucune visite sur site n'est prévue, pour la phase « candidature ».

4 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document.

4.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli est considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par le pouvoir adjudicateur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Pôle Services – Cellule des marchés publics
Avenue Désandrouin – B.P. 479
59322 VALENCIENNES Cedex

Les candidats doivent s'assurer du bon acheminement des copies de sauvegarde.

Il appartient aux candidats qui s'adressent à un transporteur de prendre toute disposition pour respecter les délais, horaires et lieu de dépôt des copies de sauvegarde. À charge pour les candidats de vérifier les obligations contractuelles d'acheminement des copies de sauvegarde auxquelles le transporteur est tenu.

Aucune copie de sauvegarde ne sera acceptée par un autre service que celui de la cellule des marchés publics.

Le pouvoir adjudicateur se dégage de toute responsabilité en cas de dépôt des copies de sauvegarde en dehors des créneaux horaires spécifiés dans le présent règlement de la consultation et/ou dans un autre service que celui de la cellule des marchés publics.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers doivent être transmis dans des formats largement disponibles.

L'utilisation de fichiers au format compressé (zip) est fortement déconseillée, afin d'éviter tout risque d'inexploitabilité susceptible d'entraîner le rejet de l'offre.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les documents doivent être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fait l'objet d'un archivage de sécurité et est réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en est alors informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite.

4.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

5 - Examen des candidatures

5.1 - Capacité économique et financière éliminatoire

Le chiffre d'affaires annuel minimal pour la composante entreprise sera de 10 000 000 € HT (moyenne des 3 dernières années). Si le seuil des 10 000 000 € HT n'est pas atteint, la candidature sera automatiquement rejetée.

5.2 - Capacité professionnelle éliminatoire

A minima, chaque groupement devra être composé des compétences suivantes :

- Architecte ;
- BE techniques ;
- Construction modulaire ;
- Organisme financeur proposant une prestation de location longue durée avec option d'achat.

À défaut, la candidature sera automatiquement rejetée.

5.3 - Critères de jugement des candidatures

Après élimination des candidatures non conformes au règlement de consultation, la sélection des candidats admis à poursuivre la procédure de choix du lauréat sera effectuée selon les critères suivants :

Critères	Pondération
1. Capacités techniques	37 points
1.1. Moyens humains globaux des membres du groupement	17 points
1.2. Moyens matériels globaux des membres du groupement, décomposés de la façon suivante : - Cloisons modulaires (7 points) ; - Blocs modulaires (7 points) ; - Equipements biomédicaux (6 points).	20 points
2. Qualité des références	63 points
2.1. Gestion d'un projet hospitalier	21 points
2.2. Gestion d'un projet hospitalier, réalisé en modulaire	21 points
2.3. Gestion d'un projet de plateau technique hospitalier type bloc opératoire, réalisé en modulaire	21 points

Méthode de notation du critère « Qualité des références » :

Ce critère sera apprécié au regard de la qualité des références remises, pour chaque membre du groupement.

En cas de co-traitance, les références seront limitées à 3 par « entité » (Entreprise / BET / Architecte), soit 9 références en tout.

Une référence peut obtenir 7 points maximum : $7 * 9 = 63$

Méthode de notation :

Points attribués	Projet hospitalier	Projet hospitalier, réalisé en modulaire	Projet de plateau technique hospitalier type bloc opératoire, réalisé en modulaire
Conception <u>ou</u> Réalisation	2 points	4 points	5 points
Conception <u>et</u> Réalisation	4 points	5 points	7 points

5.4 - Sélection des candidats

À l'issue de l'analyse des dossiers de candidature, les trois candidats arrivés en tête seront admis à concourir pour la phase « offre ».

Le dossier de consultation complet de la phase « offre » sera remis gratuitement, uniquement aux trois candidats présélectionnés.

6 - Phase « offre »

6.1 - Date limite de réception des offres

Les date et heure limites de remise des offres seront fixées dans le règlement de consultation de la phase « offre », qui sera remis aux trois candidats présélectionnés.

6.2 - Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1. MONTANT DE REMUNERATION POUR LA MISSION GLOBALE	35 points
2. DELAI DE MISE EN SERVICE	40 points
3. VALEUR TECHNIQUE , décomposée de la façon suivante :	22 points
3.1. Qualité fonctionnelle et organisationnelle, décomposée de la façon suivante : - Schéma fonctionnel : ergonomie / fonctionnement général des locaux (10 points) ; - Schéma organisationnel : gestion des flux (2 points).	12 points
3.2. Qualité architecturale, décomposée de la façon suivante : - Enveloppe extérieure (2 points) ; - Ambiance d'intérieur (2 points).	4 points
3.3. Qualité technique, décomposée de la façon suivante : - Cloisons modulaires (2 points) ; - Blocs modulaires (2 points) ; - Equipements biomédicaux (2 points).	6 points
4. PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE (réemploi des matériels / matériaux)	3 points

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

6.3 - Suite à donner à la consultation

Après classement des offres, à l'issue de l'éventuelle phase de négociation, le marché sera attribué au candidat dont l'offre sera jugée économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement de la phase « offre ».

Remarque : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer à tout moment la procédure sans suite. Les candidats en seront dès lors informés.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire pressenti produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

7 - Récompenses

Les opérateurs économiques dont les offres auront été jugées recevables percevront une indemnité dans les conditions prévues ci-après.

L'indemnité attribuée à chaque candidat, dont l'offre est jugée recevable, est de 35 000 € HT sur la base d'une offre de niveau APS.

Son montant est proposé par le pouvoir adjudicateur, qui doit notamment déterminer la réduction à appliquer pour une offre qui serait non-conforme aux articles du présent règlement de la consultation. L'indemnité comprend la remise de tous les éléments écrits et graphiques, ainsi que le support physique électronique.

La rémunération du titulaire du marché tient compte de l'indemnité reçue pour sa participation au marché. L'indemnité ne pourra être versée aux candidats que lorsque la délibération autorisant son versement sera exécutoire.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse est alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des candidatures.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE
5, rue Geoffroy Saint-Hilaire
59014 LILLE CEDEX CS 62039

Tél : 03 59 54 23 42

Télécopie : 03 59 54 24 45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

** Coordonnées identiques, pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours.*

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du code de justice administrative (CJA) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

L'organe chargé des procédures de médiation est :

COMITE CONSULTATIF INTERREGIONAL DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS OU LITIGES RELATIFS AUX MARCHES PUBLICS DE NANCY

Préfecture de Meurthe et Moselle
1, rue du préfet Claude Erignac
54000 NANCY

Tél. : 03 83 34 25 65

Mail. : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr